

# APPEL A CONTRIBUTIONS

(ATELIER POUR PROJET DE LIVRE)

« Constructions mémorielles dans le Cameroun postcolonial ».

Journée d'études du groupe de recherche du CODESRIA: « **Conflits de mémoire, enseignement de l'histoire et forme de l'Etat au Cameroun** », en collaboration avec

Le Laboratoire Histoire et sciences du patrimoine (LABHISPA) de l'Université de Douala au Cameroun;

Le Centre de Recherche sur les Dynamiques des Mondes contemporains (CERDYM) de l'Université de Douala

L'Université de Buea, (Cameroun)

**Date : novembre 2022**

**Lieu : Douala**

## **I Argumentaire:**

Dans le but de promouvoir les travaux en sciences sociales de chercheurs africains, le CODESRIA, à travers l'Initiative de Recherche pour la Construction de Sens (MRI) qui est son principal outil d'appui à la recherche, a sélectionné en 2018, le projet formulé par un groupe de travail constitué de chercheurs Camerounais locaux et de la diaspora sur le thème: « Conflits de mémoire, enseignement de l'histoire et forme de l'Etat au Cameroun ».

Cette étude s'est intéressée aux confrontations entre les narrations officielles de l'histoire nationale et les remémorations communautaires de certains aspects du passé du Cameroun ainsi que la manière dont elles affectent la transmission de la mémoire collective. Dans cette perspective, l'école a été appréhendée comme le lieu de construction et de diffusion des mémoires divergentes par l'existence de versions contrastées, parfois contradictoires, du processus ayant donné naissance à la forme actuelle de l'Etat du Cameroun et à l'origine du conflit opposant, depuis 2016, les groupes séparatistes ou sécessionnistes des régions Nord-Ouest et Sud-Ouest aux forces militaires gouvernementales.

De tels enjeux de mémoires, articulées à des problématiques citoyennes d'envergure, sont loin d'être une exception camerounaise. De fait, en raison de processus historiques partagés, (traite négrière, colonisation), nombre de requêtes mémorielles formulées dans d'autres contextes africains révèlent des préoccupations analogues. Ainsi, dans une tentative de reprise en main de l'initiative du discours sur leur passé longtemps occulté et fantasmé dans les récits exogènes, les mémoires ayant surgi de l'Afrique ou de l'espace noir se sont principalement soucié de corriger les distorsions, de dénoncer les amnésies, de clarifier des omissions dont sont émaillées les narrations coloniales de leur passé. (E. Bertho, C. van den Avenne, C. Mazauric 2019).

A ces opérations pionnières de constructions mémorielles concernant l'Afrique ont succédé, au lendemain de la décolonisation, « des écritures africaines de soi ». (A. Mbembe 2007). En effet, dans leur majorité, les Etats africains post coloniaux, à l'instar des

administrations coloniales qu'ils ont remplacées, se sont préoccupés de garder une emprise sur le souvenir. (A. Mbembe 1986 ; 2000). Reproduisant les procédures coloniales de contrôle de la mémoire collective, certains états ont mis en place des politiques de censure et d'amnésie collective (A. Mbembe 2010) ; ils ont imposé des récits historiques reconstruits, en vue de la maîtrise des représentations et usages de la mémoire de leurs populations. (Dima de Clerk 2014).

Dans d'autres espaces, dénonçant des procédures de falsification dans les narrations coloniales du passé, des omissions et surtout des occultations, des états ont fait émerger une contre mémoire coloniale dépeignant un souvenir de l'altérité occidentale oppressive, abusive et brutale (J. Ki-Zerbo 1978). De telles mémoires entreprennent également de remplacer la mémoire du vaincu que leur a assignée l'historiographie dominante par la réactivation de haut faits et gloires d'antan. (B. Diop 1947; C. A. Diop 1954). En ce qu'elle était une mémoire de la défense d'une humanité niée, un geste de reconquête de la capacité perdue de se souvenir, la contre mémoire coloniale fut une mémoire de la résistance (R. Um Nyobé ; A. Mbembe 2004). En tant que telle, elle servit de ferment aux idéologies nationalistes qui ont puisé dans ses narrations les arguments théoriques de la dénonciation de la domination coloniale, et plus tard, ceux de la critique du système néolibéral.

Ainsi qu'on le voit, l'Etat post-colonial, soit qu'il la sublime ou qu'il la réproue, constitue le repère à partir duquel peuvent et doivent s'analyser les constructions mémorielles à l'œuvre sur le continent africain, et notamment, sur le Cameroun. Aussi, le thème choisi pour encadrer les journées d'études s'intitule-t-il: « Constructions mémorielles dans le Cameroun postcolonial ». Le but poursuivi par ces journées est de confronter, à partir de quatre axes précis, les regards d'universitaires de différentes générations et spécialités sur la problématique de la construction mémorielle dans une société camerounaise post coloniale.

## **II. Axes de contributions**

### **Axe 1. Constructions mémorielles au Cameroun: entre élaboration étatique et productions communautaires**

Au Cameroun, comme dans nombres d'États en Afrique, les narrations officielles du passé se trouvent de plus en plus confrontées aux remémorations communautaires. Ces sursauts mémoriels des populations ont souvent pris diverses formes et mobilisé une variété de supports. Ainsi, la musique, l'art, la littérature, le cinéma, le théâtre, les médias se sont transformés en lieux de réactivation de souvenirs et de déconstruction du « roman national ».

Dans des contextes politiques africains postcoloniaux souvent marqués par la censure étatique et l'amnésie artificielle, les élaborations de mémoires parallèles, voire contradictoires, se sont avérées fondamentales pour extraire de l'oubli, rétablir les faits tronqués et corriger les falsifications historiques. Les organisateurs des présentes journées encouragent les participants à explorer de tels processus alternatifs de constructions mémorielles.

### **Axe 2. La mémoire par les symboles**

Ainsi que cela a été souligné plus haut, la question mémorielle soulève la problématique des reprises endogènes des initiatives du souvenir sur soi. Il convient d'ajouter à cela que très

souvent, ces narrations de soi entrent en tension avec les politiques de mémoire mises en place par les États. En effet, dans les espaces où la capacité à se souvenir a souvent été occultée, le travail de mémoire a souvent généré des confrontations, voire des conflits dont certains se sont récemment traduits par des destructions de lieux de mémoire (En Afrique du Sud, au Cameroun). A l'opposé, certains États soucieux de s'acquitter du devoir de mémoire, ont éprouvé le besoin de mettre à l'œuvre ce qu'il conviendrait d'appeler l'entrepreneuriat du souvenir : musées, lieux de pèlerinage, journées de commémoratives, festivals, etc... Le Cameroun ne déroge pas à cette pratique qu'il conviendrait de revisiter.

### **Axe 3: Enseignement l'histoire en temps de conflits de mémoires**

Dans un contexte de conflits de mémoires, l'enseignant d'histoire est confronté à un certain nombre de défis que les contributeurs mettent en évidence dans cet axe. Ces défis peuvent être liés à la sélection des sources, au traitement des thèmes litigieux, à l'interaction avec les élèves, aux contraintes institutionnelles, etc. Quelles stratégies les enseignants utilisent-ils pour relever ces défis ? Comment concilient-ils la tension entre les récits officiels et les versions communautaires ? Les contributeurs pourraient aborder les enjeux pédagogiques et politiques du choix des programmes et des manuels d'histoire. Quels sont les cadres historiques et institutionnels de ces choix ?

### **Axe 4. Hors axe**

Cette partie regroupe les propositions qui, sans se retrouver dans un des axes susmentionnés, abordent les processus alternatifs de constructions mémorielles au Cameroun ou ailleurs en Afrique, et dans des sociétés postcoloniales.

## **III. Instructions aux auteurs**

Les personnes désireuses de participer aux journées sont invitées à soumettre leur(s) résumé(s) d'une longueur de 300 mots au maximum, au plus tard en **fin mars** et de manière simultanée, à l'adresse Email suivante : [nanlend01@yahoo.fr](mailto:nanlend01@yahoo.fr)

Les propositions de communication, rédigées en anglais ou en français (caractère: Times New Roman et taille de police 12) devront préciser les éléments suivants: l'axe choisi, le cadre théorique de la recherche, la problématique soulevée, la méthode de travail mobilisée et les résultats obtenus.

Les candidats dont les projets auront été retenus disposeront de six mois (avril-septembre) pour faire parvenir aux organisateurs leurs propositions entièrement développées.

Les organisateurs des journées prendront en charge les frais de transport et d'hébergement des participants durant le déroulement des journées.

Pour toute information complémentaire, nous contacter au numéro de téléphone : (237) 698073082 ou à l'adresse Email suivante : [nanlend01@yahoo.fr](mailto:nanlend01@yahoo.fr)

#### **IV. Equipe de recherche et comité d'organisation**

Ludovic Lado, Centre d'Etudes et de Formation pour le Développement (CEFOD), Ndjamen, Tchad

Nadeige Laure Ngo Nlend, Laboratoire Histoire et Sciences du patrimoine, (LABHISPA) Université de Douala, Cameroun

Ewane Fidelis Etah, Karlshochschule International University, Karlsruhe, Germany/Regional Advisory and Coordination Cell of the European Union in the Sahel

Eric Acha, Executive Director, Africa Policy Forum

Ghisleine Okuomi, University of Ottawa, Canada

#### **V. Comité scientifique**

Robert Kpwang Kpwang, Doyen de la FLSH, Université de Douala, Cameroun

Ernest Messina Mvogo, Centre de Recherche sur les Dynamiques des Mondes Contemporains, (CERDYM), Douala, Cameroun

Apisay Eveline Ayafor, Epouse Ndong, Université de Yaoundé I, Cameroun

Anafack Lemofak Antoine Japhet, Université de Yaoundé I, Cameroun

Moussa II, Université de Yaoundé I, (Cameroun)

Jean-Baptiste Nzogue, Université de Douala, Cameroun

Isidore Pascal Ndjock, Université de Douala, Cameroun

Nadeige Laure Ngo Nlend, LABHISPA/Université de Douala, Cameroun

Ludovic Lado, Centre d'Etudes et de Formation pour le Développement, Ndjamen, Tchad

Ewane Etah Fidelis, Ewane Fidelis Etah, Karlshochschule International University, Karlsruhe, Germany

Ghisleine Okuomi, Université d'Ottawa, Canada

Eric Acha, Executive Director, Africa Policy Forum

Francis B. Nyamnjoh, University of Cape Town, South Africa

Roland Ndile, Université de Buea, Cameroun

Andrew Ngeh Tatat, University of Buea

Elisabeth Ayuketang, University of Buea, Cameroon

# CALL FOR PROPOSALS

## (WORKSHOP FOR BOOK PROJECT)

“Memories Constructions in Postcolonial Cameroon”

CODESRIA research group workshop: "**Conflicts of memories, teaching of history and the form of the state in Cameroon**" in collaboration with

Le Laboratoire Histoire et sciences du patrimoine (LABHISPA) de l'Université de Douala au Cameroun;

Le Centre de Recherche sur les Dynamiques des Mondes contemporains (CERDYM) de l'Université de Douala

And

The University of Buea (Cameroon)

Date: November 2022

Location: Douala

### 1. ARGUMENT

The Council for the Development of Social Science Research in Africa (CODESRIA), through l'Initiative de Recherche pour la Construction de Sens (MRI) which is its main research support program, selected in 2018, the project formulated by a working group of local Cameroonian researchers and the diaspora on the theme: "Conflicts of memory, history teaching and the form of the state in Cameroon."

This research project explored at the confrontations between official narratives of national history and community recollections of certain aspects of Cameroon's past and how they affect the transmission of collective memory. From this perspective, the school was understood as the place where divergent memories are disseminated through the existence of contrasting, sometimes contradictory, versions of the process that gave birth to the current form of the state of Cameroon and at the origin of the conflict opposing, since 2016, separatist or secessionist groups in the North-West and South-West regions to government military forces.

Such issues of memory, articulated to large-scale citizen issues, are far from being a Cameroonian exception. In fact, because of shared historical processes (slave trade, colonization), many memorial concerns formulated in other African contexts reveal similar concerns. Thus, in an attempt to regain control of the initiative of the discourse on their past, which has long been obscured and fantasized in exogenous narratives, the memories that have arisen from Africa or from the Black space are mainly concerned with correcting distortions, denouncing amnesias, and clarifying the omissions that have enamored colonial narratives of their past. (E. Bertho, C. van den Avenne, C. Mazauric 2019).

In the aftermath of decolonization, these pioneering operations of memorial constructions concerning Africa were succeeded by "African writings of the self". (A. Mbembe 2007). Indeed, in their majority, post-colonial African states, like the colonial administrations they replaced, were concerned with keeping a hold on the construction of individual and collective memories (A. Mbembe 1986; 2000). Replicating colonial procedures for controlling collective memory, some states have implemented policies of censorship and collective amnesia (A. Mbembe 2010); they have imposed reconstructed historical narratives, with a view to controlling the representations and uses of memory of their populations. (Dima de Clerk 2014).

In other spaces, denouncing procedures of falsification in colonial narratives of the past, states have promoted narratives depicting memories of oppressive, abusive and brutal Western otherness (J. Ki-Zerbo 1978). Such memories also undertake to replace the memory of the vanquished assigned to them by the dominant colonial historiography (B. Diop 1947; C. A. Diop 1954). Insofar as it was a memory of the defense of a denied humanity, a gesture of reconquering the lost capacity to remember, the colonial counter-memory was a memory of resistance (R. Um Nyobé; A. Mbembe 2004). As such, it served as ferment for nationalist ideologies that drew from its narratives the theoretical arguments for denouncing colonial domination, and later, those for criticizing the neoliberal system.

The post-colonial state, whether it sublimates or repudiates it, constitutes the benchmark from which the construction of memories at work on the African continent can and must be analyzed. Thus, the theme chosen to frame the workshop is entitled: "**Memories Constructions in Postcolonial Cameroon**". The aim of these days is to confront, from the five axes below, the views of African academics of different generations and disciplines on the issue of memories construction in post-colonial societies.

## **2. SUB-THEMES**

### **Axis 1. Memories constructions in Cameroon: between state elaboration and community production**

In Cameroon as in many African states, official narratives of the past are increasingly confronted with community recollections of the same past. These memories constructions from the grassroots have often taken various forms and mobilized a variety of media. Thus, music, art, literature, cinema, drama, and the media have become places for the reactivation of memories and the deconstruction of the "national novel".

In post-colonial African political contexts often marked by state censorship and artificial amnesia, the elaboration of parallel and even contradictory memories has proven to be fundamental in order to extract from oblivion, re-establish truncated facts and correct historical falsifications. The organizers of the present conference encourage participants to explore such alternative processes of memories construction.

### **Axis 2: Memory-making processes in postcolonial Cameroon: Francophone and Anglophone spaces**

In Cameroon as in many African states, indigenous writings of history have sprung up in the aftermath of independence. If some of them reproduced the colonial model of a memory at the

service of state institutions, others succeeded in inscribing new memorial stakes, but above all, in deconstructing historical paradigms that were part of the colonial library. This renewal of narratives about their past has been carried out by some states, which have extirpated from oblivion, by recognizing and rehabilitating actors who were once banished, by instituting commemorative days, and by making places and people sacred or simply, by prescribing projects of scientific rewriting of their history. The organizers invite interested candidates to report on such experiences in their specific contexts.

### **Axis 3. Remembering through symbols**

As underlined in the two previous axes, the question of memory raises the problem of the endogenous resumption of the initiatives of remembrance on oneself. It should be added that very often, these narratives of the self contrast with with the policies of memory put in place by the States. Indeed, in spaces where the capacity to remember has often been obscured, the work of remembrance has often generated confrontations, or even conflicts, some of which have recently resulted in the destruction of places of remembrance (in South Africa, in Cameroon). On the other hand, some states, anxious to fulfill their duty of remembrance, have felt the need to implement what should be called the entrepreneurship of remembrance: museums, places of pilgrimage, commemorative days, festivals, etc...

### **Axis 4. Teaching history in times of memories contestations**

In a context of conflicts of memories, the history teacher is confronted with a number of challenges that the contributors could highlight in this axis. These challenges may be related to the selection of sources, the treatment of contentious themes, the interaction with students, the institutional constraints, etc. What strategies do teachers use to meet these challenges? How do they reconcile the tension between official narratives and community versions? The contributors could address the pedagogical and political stakes of the choice of history programs and textbooks. What are the historical and institutional frameworks of these choices?

### **Axis 5: Open**

This part brings together proposals which, without falling into one of the above-mentioned axes, address alternative processes of memory construction in Cameroon or elsewhere in Africa, and in postcolonial contexts.

## **IV. Submission process**

Those wishing to participate in the days are invited to submit their abstract(s) of 300 words maximum, by the **end of March at the latest**, to the following email address: [nanlend01@yahoo.fr](mailto:nanlend01@yahoo.fr) The abstracts, written in English or in French (font: Times New Roman and size 12), must specify the following elements: the axis, the research question, the argument, the theoretical framework, the methodology and the anticipated results.

Candidates whose projects are selected will have six months (April-September) to send their fully developed proposals to the organizers.

The organizers of the conference will cover the costs of transportation and accommodation (board and lodging) of participants during the conference.

For further information, please contact us at the following telephone number

(237) 698073082 or at the following email address: [nanlend01@yahoo.fr](mailto:nanlend01@yahoo.fr)

#### **V. CONVENERS :**

Ludovic Lado, Centre d'Etudes et de Formation pour le Développement (CEFOD), Ndjamen, Tchad

Nadeige Laure Ngo Nlend, Laboratoire Histoire et Sciences du patrimoine, (LABHISPA) Université de Douala, Cameroon

Ewane Fidelis Etah, Karlshochschule International University, Karlsruhe, Germany/Regional Advisory and Coordination Cell of the European Union in the Sahel

Eric Acha, Executive Director, Africa Policy Forum, UK

Ghislaine Okuomi, University of Ottawa, Canada

#### **VI. Scientific Committee**

Robert Kpwang Kpwang, Dean of FLSH, Université de Douala, Cameroon

Ernest Messina Mvogo, Centre de Recherche sur les Dynamiques des Mondes Contemporains, (CERDYM), Douala, Cameroon

Apisay Eveline Ayafor, Epouse Ndong, University of Yaoundé I, Cameroon

Anafack Lemofak Antoine Japhet, Université de Yaoundé I, Cameroun

Moussa II, Université de Yaoundé I, (Cameroun)

Jean-Baptiste Nzogue, University of Douala, Cameroon

Isidore Pascal Ndjock, University of Douala, Cameroon

Nadeige Laure Ngo Nlend, LABHISPA/Université de Douala, Cameroon

Ludovic Lado, Centre d'Etudes et de Formation pour le Développement, Ndjamen, Chad

Ewane Etah Fidelis, Ewane Fidelis Etah, Karlshochschule International University, Karlsruhe, Germany

Ghislaine Okuomi, University of Ottawa, Canada

Eric Acha, Executive Director, Africa Policy Forum, UK

Francis B. Nyamnjoh, University of Cape Town, South Africa

Roland Ndile, University of Buea, Cameroun

Andrew Ngeh Tatat, University of Buea

Elisabeth Ayuketang, University of Buea, Cameroon